

Russie : Poutine ou le chaos

samedi 7 avril 2012, par [BUDRAITSKIS Ilya](#), [KILIÇ Aykut](#) (Date de rédaction antérieure : 6 avril 2012).

Suite au retour au retour en force de Vladimir Poutine lors de l'élection présidentielle de ce 4 mars 2012, Ilya Boudraïtskis, membre du Mouvement socialiste de Russie (RSD), revient sur le mouvement de contestation du pouvoir en place qui a traversé la Russie ces derniers mois, sur les raisons du succès écrasant de Poutine et sur les perspectives pour le pays et la gauche en son sein.

Aykut Kiliç - Le résultat de l'élection présidentielle a confirmé ce que l'on pouvait pressentir de façon évidente : Vladimir Poutine s'est réapproprié le pouvoir qu'il avait temporairement délégué à Dmitri Medvedev en 2008. Il semble pourtant que la contestation massive qui a éclaté en décembre, juste après les élections à la Douma d'Etat, continue. Qui sont les protestataires ? Qu'exigent-ils ? Quelles sont les forces politiques actives dans ce mouvement ?

Ilya Boudraïtskis - Après que Vladimir Poutine ait été élu président au premier tour ce 4 mars, le mouvement massif qui avait vu le jour et atteint son plus haut degré de mobilisation en décembre s'est trouvé dans une situation compliquée. Il se concentrait exclusivement sur le thème des élections. Le slogan « Pour des élections honnêtes » constituait un appel aux forces les plus diverses, de l'extrême droite à la gauche radicale, à s'unir pour organiser des actions communes. Ce slogan a également mené à ce que les revendications soient réduites à une seule : des élections libres et non falsifiées. Ses promoteurs étaient persuadés que des élections « honnêtes » mèneraient forcément à la défaite d'un Vladimir Poutine ayant perdu tout soutien électoral, même passif, et conservant le pouvoir uniquement grâce aux machinations de l'appareil bureaucratique.

La question des élections a réuni des centaines de milliers de personnes parce qu'elle était directement liée à celle de l'avenir politique du régime. Lorsque l'on interrogeait les participants sur les raisons de leur présence aux meetings des 10 et 24 décembre, les réponses les plus courantes étaient « On en a assez de tout cela ! » et « On en a marre de Poutine ». Cet « était intermédiaire » dans lequel se trouvait la société exigeait que l'on définisse les revendications programmatiques du mouvement. Celui-ci aurait ainsi pu élargir sa base sociale et faire figure de véritable alternative aux yeux de l'écrasante majorité, toujours très passive sur les questions politiques.

Cependant, les leaders de l'opposition ont vu les choses différemment. Ces politiciens libéraux coordinateurs du comité « Pour des élections honnêtes », qui ont organisé les meetings et monopolisé l'espace ainsi ouvert, se sont concentrés sur la question de la transparence des élections et la prétendue « réforme politique », à savoir, la modification de loi antidémocratique « Sur les partis politiques ». Ils ont consciemment écarté de l'ordre du jour des meetings toute revendication à caractère social.

En conséquence, le mouvement qui avait réuni des milliers de personnes le 10 décembre et secoué

non seulement la capitale mais également la quasi totalité des grandes villes du pays s'est retrouvé confiné à Moscou et, dans une moindre mesure, à Saint-Petersbourg, laissant le champ libre aux agitateurs poutiniens dans les provinces. Le 24 décembre, Alexeï Koudrine a fait une apparition inattendue sur la scène du meeting de Moscou. Ce politicien a occupé le poste de ministre des Finances pendant 11 ans avant de démissionner dans le cadre d'un scandale il y a à peine quelques mois. Il est considéré comme l'un des principaux stratèges néolibéraux de l'élite russe et c'est par surprise qu'il s'est solidarisé du mouvement et a proposé ses services comme intermédiaire pour négocier la réforme politique avec Poutine. Le populiste de droite Mikhaïl Prokhorov, l'un des hommes les plus riches du pays et le 58^e du monde avec sa fortune personnelle de 13.2 milliards de dollars, a également tenté de se présenter comme étant le candidat du mouvement pour cette élection, non sans succès. Bien que la composition sociale des meetings de Moscou ait été très variée, de la « classe moyenne » plus ou moins aisée au travailleur pauvre du secteur public, les médias pro-gouvernementaux sont parvenus à le faire passer pour le « super-héros » des riches Moscovites complètement indifférents du triste sort de l'immense majorité des habitants du pays.

Les meetings mis en scène en soutien à Vladimir Poutine (connus aujourd'hui sous le nom de « Poutings ») ont également largement contribué à cette polarisation. Face à des milliers de travailleurs du secteur public mobilisés sous la pression – ils étaient 180 000 au meeting du 23 février – des patrons et gérants d'usines se sont exprimés au nom du « monde du travail » et ont appelé à soutenir la « stabilité » et « la vie digne » en votant pour Poutine. Les médias et politiques libéraux ont à leur tour qualifié les participants à ces meetings de « losers », opposés aux « meilleures personnes du pays » que constituent selon eux les participants aux actions de l'opposition.

Les sentiments anti-Poutine étaient très répandus au cours des actions de Février. Il y a-t-il une différence substantielle entre Février et Décembre, mois au cours duquel la contestation concernait le caractère corrompu et répressif du régime et exigeait un « changement », quoique d'une manière ambiguë ?

En février, la contestation se situait presque exclusivement dans les grandes villes et se concentrait sur la campagne électorale. Ses leaders comptaient bien sur des fraudes massives de la part de l'équipe de campagne de Vladimir Poutine, visant à assurer à ce dernier une victoire au premier tour. Dans leur esprit, la mise en lumière des falsifications devait donner un nouvel élan au mouvement et mener à la reconnaissance du caractère illégitime de l'élection présidentielle. De ce fait, le mouvement n'a pas évolué vers des revendications politiques plus complètes et s'est cantonné au slogan « Pour des élections honnêtes » que l'on pouvait déjà entendre en décembre. Au sein de l'opposition les questions techniques ont remplacé l'approche politique, tandis que dans chacune de ses apparitions publiques, Poutine se présentait comme un leader ayant une réponse concrète à toute question importante, de la réforme des pensions à la politique extérieure.

En février également, des dizaines de milliers de militants prévoyant des fraudes massives se sont inscrits comme observateurs volontaires de l'élection du 4 mars. Ils considéraient leur présence dans les bureaux de vote comme leur principal apport personnel à la lutte et l'élection en elle-même comme une espèce de « jour J » devant marquer une rupture. On comptait 5 à 6 observateurs indépendants dans chacun des quelques milliers de bureaux de vote de Moscou. Même selon les estimations indépendantes des militants appartenant aux réseaux d'observateurs, peu de falsifications ont été relevées, et Vladimir Poutine a remporté 45% des voix. Bien que les fraudes aient été de plus massives en moyenne pour l'ensemble du territoire, il est évident que Poutine a récolté plus de voix que n'importe quel autre candidat. Le 5 mars, jour suivant les élections, environ 20 000 personnes se sont rendues à l'action de protestation organisée à Moscou, ce qui représente une très nette diminution si on considère les mobilisations de décembre et même celles de février. Les interventions des orateurs, appelant à ne pas reconnaître les résultats des élections et à ne pas

considérer Poutine comme le Président légitime, étaient encore plus décevantes.

Les autres forces politiques à être sortie dans la rue juste avant les élections étaient les supporters de Poutine et les nationalistes. À l'exception de la Bourgeoisie et de la « bureaucratie parasitaire », selon les termes des socialistes de Russie, dans quels secteurs se situent les soutiens à Vladimir Poutine ? Quels sont les aspects de sa politique qui lui permettent de remporter ce soutien ?

On peut affirmer sans crainte que le vote massif en faveur de Vladimir Poutine est en grande partie la conséquence de l'échec politique de l'opposition, c'est à dire, de l'absence complète de revendications sociales, du passage sous silence conscient des différences de vue réelles entre les participants au comité organisationnel de l'opposition et, enfin, de l'absence d'un véritable programme de transformations politiques et sociales susceptibles de venir à bout du système Poutine. Pour la majeure partie de la population, choisir entre Poutine et ses opposants revenait à choisir entre la stabilité et un avenir incertain, sans doute pire que le présent. La télévision d'Etat a beaucoup participé à la création de ce sentiment. Le canal gouvernemental n'a presque pas d'influence à Moscou et Saint-Petersbourg, où beaucoup ne regardent pas la télévision et s'informent sur internet, mais il est très influent en province. L'image négative de toute une série de leaders libéraux a également joué un grand rôle : des personnages comme Boris Nemtsov et Vladimir Ryjkov sont considérées comme des « gens des années 1990 », ces figures politiques qui étaient au devant de la scène sous Eltsine et ont pris part active dans des réformes du type « thérapie de choc ».

Mais d'une manière plus générale, le succès de Poutine auprès des couches les plus pauvres et les plus opprimées s'explique par la dégradation, voire la désintégration, de la société après la restauration du capitalisme. L'absence d'une pratique d'auto-organisation, la peur des patrons, l'inquiétude permanente face au lendemain et le manque de confiance en toute forme de participation sont autant de caractéristiques de la société postsoviétique qui ont pu être utilisées dans le cadre de la mobilisation électorale en faveur de Poutine. Le principal mot d'ordre de sa campagne était « Moi ou le chaos » ; et cette manière de présenter les choses a incontestablement joué en sa faveur.

Il y a différents groupes nationalistes en Russie, des modérés à l'extrême droite. Certains parmi eux ont pris part aux mobilisations. En Russie, tous les partis bourgeois nourrissent un populisme nationaliste empreint de haine anti-immigrés, à commencer par Russie unie, le parti de Poutine. Qu'est-ce qui différencie ces groupes nationalistes ? Pourquoi participent-ils à la contestation ? Quelle peut être leur influence sur le mouvement ?

Dès le commencement du mouvement en décembre, l'extrême droite s'est divisée en deux camps. Le premier, le courant "traditionnel", plutôt anti-occident, tsariste et fondamentaliste orthodoxe, a décidé de ne pas participer au mouvement et a qualifié ses leaders de « sionistes » et d'agents étrangers. Le second, plus jeune et dynamique, composé de groupes comme « Russes », « Plateforme russe » et d'autres, qui s'auto-définit comme « national démocrate », a soutenu le mouvement. Dans leur vision, la « national-démocratie » se définit par un Etat ethniquement russe, sans minorités, en particuliers musulmanes ou caucasiennes. L'un de leurs principaux slogan est « Arrêtons de nourrir le Caucase » : ils contestent ainsi les accointances de Poutine avec les dirigeants caucasiens sanguinaires, auxquels il octroie des subsides de l'Etat, volant l'argent des régions des Russes « natifs ». Ces groupes sont soutenus par Alexai Navalnyi, une des figures les plus populaires du mouvement qui se définit lui-même comme un nationaliste modéré.

En fait tous ces groupes sont très visibles mais ils constituent une minorité insignifiante du mouvement. Maintenant que celui-ci connaît une période de crise et s'oriente vers des changements,

il est fort probable que les nationalistes s'en détachent pour faire jeu seuls. Il semble que Dmitri Rogozin, le leader nationaliste le plus célèbre qui est au gouvernement et a soutenu Poutine passivement durant la campagne, soit en train de créer un nouveau parti, et ce, avec beaucoup d'argent et une bonne couverture médiatique. Et il est bien connu de tous que les « nationaux-démocrates » sont en train de négocier avec lui.

Peut-on parler d'un mouvement de contestation dans les provinces de Russie, plus particulièrement dans les villes-usines qui ont connu des luttes ouvrières importantes après l'explosion de la crise de 2008 ?

Effectivement, après ce qu'on a appelé la « première vague » de la crise économique, fin 2008 - début 2009, des milliers de travailleurs des « villes-usines » (ou « monovilles », petites localités où la grande majorité des habitants travaille dans la même grande entreprise) ont été victimes de retards de paiement massifs. Mais les mouvements de protestation de l'été 2009 ont vite été étouffés grâce à d'énormes cadeaux faits aux grandes entreprises sous forme d'argent public destiné à payer les salaires dûs. Bien qu'aucune des entreprises ayant manqué à ses obligations n'ait été nationalisée, la politique menée par le gouvernement dans ce cadre a été perçue comme l'expression de l'intérêt paternaliste que portent les élites aux « petites gens ».

Ensuite la diminution des salaires réels suite à un durcissement des conditions des banques pour l'octroi de crédits a mené à quelques explosions locales. La mobilisation des mineurs de Kouzbass à l'été 2010 figure parmi les plus importantes de ces explosions. Mais dans l'ensemble, la crise a eu une influence négative sur la dynamique des luttes syndicales : le développement de « nouveaux syndicats », auquel on assistait depuis 2009, a fortement ralenti.

Quelle est la stratégie, s'il y en a une, des socialistes, anarchistes et autres mouvements politiques vis-à-vis du mouvement de contestation ? Existe-t-il des connections entre les groupes ? Participent-ils aux mobilisations ?

À peu près tous les groupes organisés de gauche ont pris part aux mobilisations et ont tenté de construire ensemble un « pôle de gauche » au cours des meetings et manifestations. Vers la fin janvier, un Forum de gauche a eu lieu à Moscou, qui a élu un conseil de coordination et a adopté une déclaration concernant la mise en chantier des travaux pour la création d'un parti anticapitaliste. Il réunissait le Front de gauche (une formation issue de la gauche radicale poststalinienne), un groupe important issu d'une scission du PC de la Fédération de Russie et quelques autres groupes de gauche. Le Mouvement socialiste de Russie (RSD) y était représenté également. Quelques anarchistes étaient présents en tant qu'observateurs.

Aujourd'hui, après que le Parlement ait adopté une nouvelle « Loi sur les partis » facilitant considérablement l'enregistrement de partis politiques, nous sommes en train de négocier la création d'un parti destiné à s'enregistrer : nous envisageons une sorte de « front uni » qui nous permettra de participer ensemble aux élections et constituera une base pour une intégration future.

On sait que le Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR) n'est rien d'autre qu'une structure corrompue et bureaucratique qui n'a pas l'intention de se battre pour l'amélioration des conditions de vie de la classe des travailleurs/euses. Mais il est toujours en mesure de remporter 20% des suffrages. Quel a été le rôle du PCFR dans les mobilisations ? A-t-il essayé de doter le mouvement de perspectives politiques ?

À Moscou et à Saint-Pétersbourg, le CPFR s'est officiellement exprimé contre le mouvement que son leader Guenadi Zyuganov a qualifié publiquement de « poison orange ». Mais au niveau local, des membres et électeurs du CPFR ont participé à la contestation. Dans certaines zones de la périphérie

de Moscou ils ont même joué un rôle central dans l'organisation des mobilisations de décembre. Pour parler plus généralement, le CPRF est un élément constitutif du système de « démocratie dirigée » et ses leaders craignent toute déstabilisation. Mais dans le même temps, ce parti attire toujours beaucoup de votes de protestation, c'est pourquoi il se doit d'exprimer activement son opposition à la situation actuelle.

La bataille écologique pour la forêt de Khimki de l'été 2010 a eu une signification importante, du moins pour les habitants de Moscou, et porté une sérieuse atteinte à la légitimité du gouvernement emmené par Russie unie. Peut-on parler de liens organiques entre ce type de luttes sociales et le mouvement ?

Le lien entre les mouvements sociaux et les mobilisations en elles-mêmes est très fin. Les médias et Internet ont joué un plus grand rôle dans le déclenchement de la contestation que les pratiques expérimentées sur le terrain des luttes sociales. Mais il est probable que la raisonnement médiatique d'événements comme la « Bataille de Khimki » ait inspiré de nombreux secteurs de la jeunesse qui n'avait jamais fait l'expérience de la rue avant décembre.

Depuis décembre on a pu voir que Medvedev a tenté de négocier, voire de trouver des compromis avec l'opposition, du moins en ce qui concerne les partis politiques. Pense-tu que Poutine continuera dans cette voie ou son attitude vis-à-vis de la contestation va se durcir ?

À l'heure actuelle, Medvedev fait figure de « canard boiteux » classique en politique russe : ses promesses et ses initiatives n'ont pas beaucoup de valeur. Deux des revendications auxquelles il a partiellement répondu en faisant examiner les projet correspondants par le Parlement sont la nouvelle loi sur les partis et le retour à l'élection directe des gouverneurs de province.

En ce qui concerne le premier point, nous sommes convaincus que la nouvelle réglementation sur l'enregistrement des partis est une parodie de réforme politique. Auparavant, il était presque impossible pour les partis de s'enregistrer : ils devaient pour cela compter 50 000 membres dans plus de la moitié des provinces du pays et remplir une quantité hallucinante de formalités administratives auxquelles la moindre écartade donnait une bonne raison au ministère de la Justice pour annuler l'enregistrement. Aujourd'hui, c'est le contraire : pour enregistrer un parti politique on n'exige presque plus rien. Tout groupe aussi insignifiant et sans influence qu'il soit peut facilement créer un parti qui aura la possibilité de participer à la vie politique et notamment aux élections. Cependant, il est interdit à ces partis de créer des coalitions électorales. Bientôt l'espace politique se verra transformé en un regroupement d'une multitude de structures phantomatiques et, au final, en une arène propice à la réalisation de tactiques politiciennes les plus pourries.

Le deuxième point, à savoir, la réintroduction de l'élection directe des gouverneurs de province supprimée par Poutine en 2004, est d'une importance beaucoup plus significative. Cette décision de Medvedev reflète tant le souhait de feindre un compromis avec l'opposition que celui de satisfaire une grande partie des élites régionales pour la plupart excédées par les dictats du centre fédéral. Cependant, on peut déjà entrevoir un grand nombre de points constitutifs de cette réforme qui permettront au Président d'ingérer directement dans la sélection des candidats qui pourront participer aux élections provinciales.

La questions des prisonniers politiques est celle qui permettra de vraiment tester la volonté du gouvernement de prendre un tant soit peu en considération les revendications des protestataires. Elle est étroitement liée à la question de l'indépendance et de la corruption du système judiciaire. À l'heure actuelle, des centaines de personnes sont détenues dans les prisons russes, sous couvert soit d'accusations d' « extrémisme », soit d'affaires pénales montées de toute pièce sous des motifs

politiques, ou encore, jugées « sur commande », c-à-d, à la demande leurs concurrents commerciaux proches du pouvoir. Dès le départ, l'une des principales revendications du mouvement portait sur la révision de ces jugements. Des listes présentant les noms de dizaines de personnes jugées injustement et exigeant la révision de leurs jugements respectifs ont été remises au Président Medvedev. Jusqu'à présent, aucune d'entre elle n'a évidemment été libérée, et aucune révision de jugement n'a même commencé. Au contraire, ces derniers mois, on note un renforcement de la répression à l'encontre de militants ; et des affaires pénales sous couvert de violation de la loi anti-extrémisme continuent d'être fabriquées à la pelle.

Il y a de bonnes raisons de penser qu'après l'entrée en fonction officielle de Poutine en Mai, la pression montera encore d'un cran et que les promesses de Medvedev tomberont aux oubliettes. Nous sommes profondément convaincus que le système politique en place est incapable de s'auto-réformer. Sa logique interne et son arsenal de méthodes répressives sont en place depuis longtemps et leur révision n'est pas à l'ordre du jour. Pour que des changements substantiels aient lieu, il est nécessaire de lancer un mouvement encore plus massif et décidé que celui qui a vu le jour en décembre dans les rues de Moscou.

Lors de votre dernier congrès, vous avez décidé de vous unir à Résistance socialiste (section russe du CIO - ndt) pour former le Mouvement socialiste de Russie. Quelles sont les perspectives et les obstacles auxquels font face les révolutionnaires en Russie en ce qui concerne la reconstruction de la gauche sur une base anticapitaliste permettant d'aller à la rencontre de couches plus larges de la société russe ?

L'unification a eu lieu il y a un an et entre-temps nous avons tenu deux congrès. L'idée principale était de créer en Russie un parti anticapitaliste pluraliste, ouvert et militant, qui pourrait placer ses idées au centre du débat et des luttes en cours dans la société. Les événements de ces derniers mois ont montré la nécessité cruciale d'une telle force politique. J'espère que dans les années à venir nous pourrons faire de grands progrès en ce sens.

Propos recueillis par Aykut Kiliç

P.-S.

* Traduit du russe par Charlotte Fichet.